

## Décision individuelle

N°DI - 2019 - 178

**Pétitionnaire** : Jet Systems Hélicoptères Services  
**Nature de la demande** : Travaux et survol motorisé à moins de 1000 mètres  
**Localisation** : Sémaphore Callelongue - Marseille

### **Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-4-1, R.331-19-2 et R. 331-68 ;

**Vu** le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment ses articles 7 et 15 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-2 du code de l'environnement ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 11 et 24 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques,

**Vu** la décision individuelle n°2018-153 autorisant les travaux de réfection de toiture et pose d'un mat radio et GSM pour le sémaphore de Callelongue ;

**Considérant** la demande formulée par la société Jet Systems Hélicoptères Services en date du 11/07/2019 pour réaliser le repli de chantier et le rapatriement de l'ancienne antenne GSM pour le compte de la société CGTI dans le Parc national des Calanques ;

**Considérant** que l'hélicoptage se fait dans le cadre de travaux autorisés ;

**Considérant** que les survols par des aéronefs motorisés peuvent être autorisés pour réaliser des travaux autorisés ;

**Considérant** que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 – Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société Jet Systems Hélicoptères Services représentée par Monsieur Pierre Vartanian est autorisée à survoler à moins de mille mètres du sol les espaces du cœur de Parc national des Calanques, au moyen d'un hélicoptère Ecureuil B3 immatriculé F-HJSH ou F-HGRU ou F-GSEH.

## Article 2 – Situation des travaux et survol

Les survols autorisés à l'article 1 visent uniquement le rapatriement de matériel dans le cadre des travaux de réfection de toiture et pose d'un mat radio et GSM pour le sémaphore de Callelongue dans le Parc national des Calanques.

## Article 3 – Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. La société Jet Systems Hélicoptères Services devra prévenir l'Etablissement la veille du survol à [autorisations@calanques-parcnational.fr](mailto:autorisations@calanques-parcnational.fr)
2. Le pétitionnaire respectera son plan de vol ;
3. Le temps de rotation devra être réduit à son minimum ;
4. Les rotations interviendront entre 6h et 12h30 ;

## Article 4 – Durée

La présente autorisation est délivrée pour une opération entre le 19 juillet et le 26 juillet 2019, en fonction des aléas météorologiques.

## Article 5 – Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

## Article 6 – Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 – Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations et aux autres réglementations éventuellement prévues par les autres textes en vigueur.

## Article 8 – Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)) et notifiée.

À Marseille, le 15 juillet 2019

Le Directeur,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.